

ÉRIK BORDELEAU

**COMMENT  
SAUVER LE COMMUN  
DU COMMUNISME ?**

---

*essai*



LE QUARTANIER

Je lui disais qu'entre le commun que j'essaie d'évoquer et le communisme, il n'y a pas, comme on pourrait le croire en se fiant au son des mots, un isthme qu'il serait facile de traverser à pied sec.

Il y va d'une fêlure, d'une faille, à vrai dire infranchissable, le commun étant d'espèce et le communisme, l'à-faire des hommes, plutôt portés à dominer, c'est-à-dire à se croire.

Respecter la fêlure, et permettre au commun d'exister, c'est sans doute l'ouvrage le plus difficile que les hommes se sont/pourraient se donner.

FERNAND DELIGNY

*L'arachnéen et autres textes*

## *Introduction*

# Le commun sensible et ses abstractions : une cartographie

Que faire de l'expérience communiste ? En quoi nous concerne-t-elle encore aujourd'hui ? Depuis la chute du mur de Berlin et l'intégration de la Chine et des pays de l'ex-Union soviétique à l'économie mondialisée, on considère souvent l'épisode communiste comme une anomalie ou un simple accroc dans le déroulement de l'Histoire, une sorte de régression ou de délai dans l'avancée irrésistible du capitalisme. Les bien-pensants se contentent d'agiter de temps à autre l'épouvantail de la terreur stalinienne et le désastre des camps de rééducation maoïstes (sans distinction d'avec les horreurs nazies), au nom de la défense de la liberté et de nos bienveillantes

démocraties. Cependant, le déni de toute relation structurelle ou complicité de nature entre les démocraties occidentales et la montée des totalitarismes au vingtième siècle nous réduit à l'impuissance face au déjà-advenu. Le moralisme libéral dominant et sa téléologie de la fin de l'histoire – qui se vérifie à cette idée étonnante qu'il nous serait plus difficile d'imaginer la fin du capitalisme que la fin du monde – supposent une sphère politique achevée et pacifiée, consolidant ainsi les rapports de pouvoir établis. Cette domestication opère en amont du jeu politique, en réduisant le champ des options qui seront tenues pour acceptables dans le cadre du débat démocratique. La condensation bancaire du fascisme et du communisme en une seule et même figure totalitaire et antilibérale a pour effet de renforcer le *statu quo* et de discréditer l'exploration d'une troisième voie politique progressiste et *radicale* – on ne sait que trop bien comment ce mot fait figure de condamnation sans appel dans les médias de masse et fonctionne comme une espèce de mantra conjuratoire. Ainsi, pour le philosophe slovène Slavoj Žižek, qui a connu de l'intérieur le régime communiste de Tito, « la spécificité du sujet de la lutte émancipatrice radicale est effacée, ce sujet reste “invisible”, il n'a pas de place dans la “cartographie cognitive” du libéral<sup>1</sup> ». Spécificité effacée ou grossièrement

1. Slavoj Žižek, « Remarques pour une définition de la culture communiste », in Alain Badiou et Slavoj Žižek, eds., *L'idée du communisme*, Paris, Lignes, 2010, p. 338.

diabolisée, sous les traits ici de cette armée de l'ombre révolutionnaire dirigée par un psychopathe sanguinaire dans *The Dark Knight Rises* (2012), le dernier Batman de la trilogie de Christopher Nolan. Récit d'apocalypse fantasmée – le canevas du blockbuster estival depuis au moins *Independance Day* en 1996 –, ce film constitue un exemple entre mille du type de formatage de l'imaginaire politique collectif qui invalide la possibilité même d'une lutte émancipatrice qui ne mènerait pas *ipso facto* à la dictature ou à « l'anarchie ».

Il ne s'agit en aucun cas de minimiser ou de justifier après coup les atrocités commises au nom de l'idéal communiste. Bien au contraire : le seul moyen, à mon sens, de prendre la réelle mesure des forces destructrices qui ont configuré le vingtième siècle, et ainsi de se donner la possibilité d'en accueillir collectivement l'héritage, c'est d'abord de les dégager de l'inflation morale contemporaine afin de mettre en relief leur caractère proprement politique<sup>2</sup>. Avec son décompte répété des morts pour

2. La moralisation des enjeux politiques constitue elle-même une politique. Le projet du gouvernement Harper d'ériger un « Monument national aux victimes du communisme » en date du 1<sup>er</sup> avril 2014 en est un exemple probant. Jason Kenney, ministre du Multiculturalisme et ministre de l'Emploi et du Développement social, expose le sens de cette offensive conservatrice dans un communiqué de presse : « Le monument commémoratif rappellera aussi à tous les Canadiens que, *si l'on glorifie les symboles communistes, on insulte la mémoire de ces victimes*, et que nous ne devons jamais tenir pour acquis nos valeurs fondamentales que sont la liberté, la démocratie, les droits

toute argumentation, la disqualification moralisatrice produit en effet autour de ces événements tragiques un halo d'irréalité qui nous dessert tous – le devoir de mémoire nécessairement s'appauvrit lorsqu'il est soumis à la plate répétition d'un mal déshistoricisé et, par là même, « absolu ». C'est qu'il est devenu très difficile de remonter le cours vivant de l'histoire et d'éprouver le caractère affirmatif et émancipatoire de la violence révolutionnaire qui a embrasé le vingtième siècle. En ce sens, une réflexion sur l'expérience communiste, et plus particulièrement sur sa dimension subjective et esthétique, est indispensable pour donner consistance à notre désir d'être-en-commun et mettre en évidence les impasses du régime néolibéral.

Évidemment, les programmes soviétique ou maoïste, avec leurs pratiques dictatoriales liberticides et leurs plans d'homogénéisation des subjectivités, se montrent largement contre-productifs lorsque vient le temps d'imaginer des modes d'existence collective qui sachent entrer en résonance avec ce que j'appellerai le commun sensible. Car, si le commun est singulier ou d'espèce, comme le suggère Fernand Deligny, s'il est quelque chose de sauvage qui nous traverse sans jamais faire l'objet d'une appropriation, le communisme comme doctrine apparaît

de la personne et la primauté du droit.» (Je souligne.) Ministère du Patrimoine canadien, *Le gouvernement du Canada donne le coup d'envoi au concours de design d'un monument national aux victimes du communisme*, Ottawa, 1<sup>er</sup> avril 2014.

invariablement d'abstraction. Abstraction qui sauve ou abstraction dont il faut se sauver ? La question est complexe et se décline en plusieurs volets. Dans le cadre de cet essai, je l'aborderai en revenant sur la genèse du projet de création de « l'homme nouveau », modèle d'une subjectivité révolutionnaire libérée des conditionnements de « l'ancien monde » bourgeois, en laquelle figure s'incarne jusqu'à la terreur cet « enthousiasme pour l'abstrait » qui constitue la définition même du fanatisme selon Hegel. Alberto Toscano, auteur de *Le fanatisme : modes d'emploi* (La fabrique, 2011) et figure montante dans le champ du matérialisme historique, l'affirme sans ambages :

Du point de vue de ses contradicteurs, le communisme est une pathologie politique de l'abstraction, un violent déni des différences et coutumes du monde réel, qui ne prête aucune attention à la densité de l'histoire et à l'inertie de la nature<sup>3</sup>.

Face à la violence idéocratique du projet communiste, il n'y aurait que les intellectuels entichés de la puissance totalisante du concept pour se refuser au bon sens du concret et de la conservation. Boris Groys<sup>4</sup>, un

3. Alberto Toscano, « La politique de l'abstraction : communisme et philosophie », in *L'idée du communisme, op. cit.*, p. 271.

4. Né en 1947 à Berlin-Est, Boris Groys a vécu en Russie jusque dans les années 1980. Historien de l'art et philosophe, spécialiste des

penseur original et iconoclaste que nous aurons l'occasion de retrouver plus loin, au chapitre II, au moment d'analyser la production artistique en régime soviétique, confirme cette affirmation de manière provocatrice. À contre-courant des nombreux penseurs de gauche qui voudraient sauver l'idée de communisme de ce qu'on appelle, avec les guillemets préservatifs d'usage, le « socialisme réellement existant », Groys soutient que le communisme accomplit une « mise en langage totale du destin humain » et que c'est pour cette raison qu'il fait l'objet d'une « préférence instinctive » chez « toute personne dotée d'une conscience critique<sup>5</sup> ». Il décrit le communisme comme mise en pratique moderne du platonisme : « L'Union soviétique se concevait bel et bien comme un État où seule la philosophie gouvernait<sup>6</sup>. »

Il ressort de cette aspiration à régner par les moyens du langage sur la totalité de la vie une puissante conception de l'unité des opposés, à laquelle pas même la rationalité scientifique telle qu'on la comprend d'ordinaire n'échappe. La démonstration de Groys suit une logique implacable : si la vie est intrinsèquement contradictoire, on ne peut la gouverner qu'en approfondissant toujours

avant-gardes russes, il est un auteur influent dans le milieu de la critique d'art et de la théorie des médias.

5. Boris Groys, *Le postscriptum communiste*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, Maren Sell, 2008, p. 10.

6. *Ibid.*, p. 47.



davantage ses paradoxes. Or, la logique formelle – et c’est en cela qu’elle se montre bourgeoise – nous dit Groys, exclut le paradoxe. À l’inverse, le matérialisme dialectique fait du paradoxe son principal objet et le temporalise jusque dans ses discours politiques. Tout se passe ainsi comme si Groys prenait le contrepied de la critique farouchement antiplatonicienne du totalitarisme développée par le très libéral Karl Popper dans son ouvrage canonique *La société ouverte et ses ennemis*, publié à Londres en 1945. L’ouverture démocratique revendiquée par Popper repose sur une épistémologie qui récusé la possibilité de définir des lois présidant au développement de l’histoire prise dans sa globalité. L’affirmation du fameux « principe de réfutabilité » comme critère de scientificité défendu par Popper s’oppose au caractère totalisant du matérialisme dialectique et se charge ainsi d’une portée politique insoupçonnée.

Face au vertige induit par les interprétations irrésistiblement paranoïaques que donne Groys du communisme, on aura tendance à se ranger à la raison d’un compte rendu britannique de *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* (Lignes, 2007), pamphlet d’Alain Badiou vendu à plus de soixante milles exemplaires :

Ainsi, quand il cite Mao avec approbation et hésite sur les aspects positifs et négatifs de la Révolution culturelle, il est difficile de ne pas ressentir une certaine fierté pour

l'empirisme anglo-saxon quotidien qui nous immunise contre la tyrannie de la pure abstraction politique<sup>7</sup>.

Mentionnons au passage que ce même Badiou a complété en 2012 une adaptation contemporaine de *La République de Platon*, laquelle devait d'ailleurs s'intituler *Du commun(isme)*, sans doute pour mettre en évidence la part idéelle de l'entreprise philo-politique platonicienne. On y retrouve, entre autres choses, le fameux mythe de la caverne transposé dans une salle de cinéma, ainsi qu'un Socrate dégoûté par ces « ordinateurs pour multiconversations débiles » qui cite Freud, Staline ou Mao et qui se demande : « au vu de ce que l'éducation actuellement dominante produit de réactionnaire, de purement conservateur ou même de totalement nul, que faire d'autre que rééduquer<sup>8</sup>? » Gardons-nous du sarcasme et de la moquerie : Badiou propose une théorie de l'incorporation politique sur laquelle je reviendrai dans la dernière partie de cet ouvrage, et je ferai volontiers usage de son analyse du mécanisme d'épuration subjective révolutionnaire maoïste.

Prise de manière frontale, la question de l'abstraction politique nous rabat inmanquablement sur l'un ou

7. Rafael Behr, « A Denunciation of the “Rat Man” », *The Observer*, 1<sup>er</sup> mars 2009, traduit et cité in Toscano, « La politique de l'abstraction : communisme et philosophie », *op. cit.*, p. 273.

8. Alain Badiou, *La République de Platon*, Paris, Fayard, coll. « Pluriel », 2014, p. 183.

l'autre des versants de l'opposition stérile entre concrétude et idéalisme, conservatisme ou révolution. Comme si la violence ne se trouvait que sous le signe de l'abstraction ! Il est certes facile, et parfois vitalement nécessaire, de tourner en dérision les rigidités communistes, comme nous le verrons dans le chapitre III, consacré à la valeur profanatoire du courant artistique chinois du Political Pop. Mais on s'amusera tout aussi aisément, pour prendre un exemple aussi pénible que proche, du bon vieux conservatisme québécois, avec ses manières bonhommes et son anti-intellectualisme paralysant. « On va toujours trop loin pour les gens qui ne vont nulle part », disait Pierre Falardeau, en réponse aux accusations de radicalisme adressées aux intellectuels. Ce nulle part est d'ailleurs le lieu d'une bien triste utopie : un monde sans hiatus ni fêlure, surdéterminé de part en part par les impératifs économiques ; un monde dans lequel tout répondrait de l'évidence brute et compacte de la survie ; un monde où nous serions enfin dispensés de faire l'épreuve de l'irréparable écart qui introduit du jeu dans l'existence, des possibles qui insistent dans tout être-là.

En amont de sa mise en œuvre, la violence programmatique du communisme historique se laisse mieux identifier que celle, systémique et anonyme, du capital. Car la politique porte, sous une forme ou sous une autre, la nécessité de la nomination. Elle s'articule autour de références, de slogans, d'énoncés et de promesses, de programmes et de partis qui lui donnent consistance